

Revue de presse nationale d'expression française

Date : Lundi 15 Mai 2017

M. Abdelmalek Sellal, à l'ouverture de la 1re AG d'Afripol : Rassembler les peuples et éloigner les haines

S'exprimant, lors de l'ouverture des travaux de la première Assemblée générale du Mécanisme de coopération policière africaine (Afripol), hier à l'hôtel El-Aurassi (Alger), le Premier Ministre M. Abdelmalek Sellal a estimé que «la coordination et la coopération entre les services de sécurité africains demeurent primordiales, pour lutter contre le terrorisme», considérant que l'adhésion et l'implication de la société civile sont « importants » pour compléter le travail sécuritaire, écrivent la majorité des quotidiens nationaux dont ***L'Expression et Liberté***.

En présence des chefs de police du continent africain, du président de la Commission de l'Union africaine, Mahamat Moussa Faki, mais aussi de responsables des institutions policières régionales et internationales, M. Abdelmalek Sellal a considéré que l'effort doit être « continu et rigoureux, obligatoirement accompagné d'un travail de traitement de ses causes originelles », telles que l'ignorance et la non-satisfaction des besoins sociaux.

Union Africaine ; M. Moussa Faki Mahamat reçu par M. Abdelmalek Sellal...

Le Premier Ministre, M. Abdelmalek Sellal, a reçu, hier à Alger, le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, a indiqué un communiqué des services du Premier Ministre, cité par la presse nationale. «La rencontre a permis aux deux responsables de procéder à un échange de vues sur un certain nombre de questions relatives, notamment au maintien de la paix, la sécurité, le développement socio-économique en Afrique, ainsi que la dynamique à mettre en œuvre pour permettre à l'organisation africaine de se hisser au

niveau de nos défis», a précisé la même source. «La situation dans la sous-région du Sahel a été largement évoquée pour conjuguer les efforts en vue d'un retour de la stabilité», a souligné le communiqué. L'entretien s'est déroulé en présence du Ministre d'État, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, M. Ramtane Lamamra, et du Ministre des Affaires Maghrébines, de l'Union Africaine et de la Ligue Arabe, M. Abdelkader Messahel.

... et par M. Abdelkader Messahel

Selon ***El Moudjahid***, le Ministre des Affaires Maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des États Arabes, M. Abdelkader Messahel, s'est entretenu avec M. Moussa Faki Mahamat. M. Faki, après avoir visité le siège du Mécanisme de coopération policière africaine, a indiqué que la lutte contre la criminalité et le terrorisme en Afrique nécessite «l'unification des moyens et des intelligences» des services de sécurité des pays du continent, pour pouvoir faire face à ces fléaux, précis le journal .

Sommet du Comité de l'UA sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU : M. Messahel représente le président Bouteflika

Le Ministre des Affaires Maghrébines, de l'Union Africaine et de la Ligue des États Arabes, M. Abdelkader Messahel, représentera le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, aux travaux du Comité des dix Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies, prévus du 15 au 17 mai à Malabo (Guinée équatoriale), a indiqué ***El Moudjahid*** dans sa livraison de ce jour

Les membres du Comité procéderont, au cours de ce Sommet, à "une évaluation d'étape du processus engagé pour la réforme du Conseil de sécurité et examineront les voies et moyens de promouvoir et de consolider la position africaine commune dite aussi « Consensus d'Ezulwini », à la lumière des

développements récents intervenus dans le cadre des négociations intergouvernementales", précise la même source.

M. Amar Belani dénonce les manœuvres européennes

L'Ambassadeur de l'Algérie à Bruxelles, M. Amar Belani, est monté au créneau pour dénoncer les manoeuvres de certains pays européens visant à contourner l'arrêt jugé « contraignant » de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), s'exprime ***Sud Horizons***.

Cette position se justifie par des informations émises, selon la revue Afrique Asie, par l'ONG internationale « Western Sahara Resource Watch » selon lesquelles la Commission européenne a sollicité l'accord des Etats membres de L'UE pour un nouveau mandat de négociation en vue de corriger certaines dispositions de l'accord commercial avec le Maroc afin d'y inclure les marchandises du territoire du Sahara occidental.

« Au plan du droit, théoriquement cela devrait être hautement improbable dans la mesure où les dispositions de l'arrêt de justice de la Cour de justice de l'UE du 21 décembre 2016 sont claires et stipulent que les produits et ressources du territoire du Sahara occidental doivent être exclus du champ d'application des accords commerciaux conclus entre l'UE et le Maroc , a estimé M. Amar Belani dans un entretien accordé à la revue Afrique-Asie. Tout en rappelant le caractère « irrévocable » de la décision de justice européenne qui s'applique aussi bien pour les Etats que pour la commission, l'ambassadeur algérien amis en avant le statut distinct et séparé, reconnu par l'ONU et la CJUE.

Législatives, M. Derbal : « Nécessité d'une révision de la loi électorale »

Le président de la Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIISE), M. Abdelwahab Derbal, a affirmé que l'expérience de celle-ci a démontré que les textes juridiques régissant le processus électoral nécessitaient « plus de réforme, de révision et de renouveau », écrit ***la Nouvelle***

République. «L'expérience modeste de la Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIISE) en application de ce que lui confère la Constitution, a démontré pragmatiquement que les textes juridiques régissant le processus électoral nécessitent davantage de réforme, de révision et de renouveau dans leurs différents aspects», a indiqué M. Derbal dans une allocution lors de la réunion du conseil de l'instance pour adoption du rapport final sur les législatives du 4 mai.

Grine : «le remaniement ministériel relève du Président de la république»

« Le changement du gouvernement relève des prérogatives du président de la République. Je vous assure que personne n'est au courant, à part le président de la République lui-même. Tout ce qui se dit et s'écrit dans la presse est, de mon point de vue, de la pure spéculation. Le jour où il y aurait un changement, un communiqué de la présidence de la République sera diffusé. Les membres du gouvernement travaillent le plus normalement du monde comme au premier jour de leur nomination », a indiqué, selon ***l'Expression***, le ministre de la Communication Hamid Grine, lors d'un point de presse, en marge de la rencontre organisée à Boumerdés dans le cadre de la série de conférence intitulée « Connaitre les médias, le citoyen a le droit à l'information fiable ».

Sur une question relative aux consultations par rapport au remaniement du gouvernement et du corps des walis, le ministre a, tout en soulignant qu'il est « astreint par l'obligation de réserve », affirmé que pour l'instant « c'est le black out ». Saisissant cette occasion, Grine a appelé la presse à « la prudence et surtout à vérifier l'information avant sa diffusion ».

Coopération énergétique algéro-espagnole : transformation des hydrocarbures et énergies renouvelables

Le ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa, effectue une visite de travail à Madrid au cours de laquelle il rencontrera

de hauts responsables espagnols pour discuter de la coopération énergétique entre les deux pays, rapporte **le Jeune Indépendant**. Lors de cette visite, M. Boutarfa rencontrera le ministre espagnol des Affaires étrangères et de la Coopération, Alfonso Dastis, et celui de l'Énergie, du Tourisme et du Programme numérique, Alvaro Nadal M. Boutarfa aura également des entretiens avec les premiers dirigeants des principales compagnies énergétiques espagnoles, selon la même source.

Les cyberattaques du "Rançongiciel" ont touché plus de 100 pays dont l'Algérie

Le virus informatique "Rançongiciel" s'est introduit depuis le Sud algérien avant d'atteindre les régions de l'Est, du Centre et de l'Ouest, rapportent plusieurs titres de la presse nationale dont **Liberté**.

Hier, le quotidien américain The New York Times a diffusé une cartographie des pays où ce virus s'est incrusté et est devenu actif. Selon cette carte, les cyberattaques avancent à un rythme soutenu atteignant l'Algérie. Actualisable, cette carte a montré que "Rançongiciel" s'est introduit depuis le Sud algérien avant d'atteindre les régions de l'Est, du Centre et de l'Ouest. "Aucune entreprise, aucun groupe et aucun particulier n'est à l'abri de cette attaque informatique. Ce logiciel malveillant, en s'attaquant à la plateforme, bloque subitement l'accès aux données contenues dans l'ordinateur. Une fois l'intrusion réussie, il se propage à travers le réseau, les micro-ordinateurs connectés, les réseaux sociaux, les tablettes, les téléphones mobiles, etc.", a expliqué Younes Grar, expert en informatique.